

**COMMENT LES DISCUSSIONS DEVIENNENT POLITIQUES,  
LORSQUE DES FRANÇAIS, DES ANGLAIS OU DES BELGES FRANCOPHONES  
PARLENT DE L'EUROPE ?**

La recherche intitulée « *Comment les discussions deviennent politiques, lorsque des Français, des Anglais ou des Belges francophones parlent de l'Europe ?* » est menée depuis juin 2005 en étroite collaboration entre Sciences Po Paris (CEVIPOF et Centre d'Etudes Européennes), l'Université d'Oxford et l'Université catholique de Louvain<sup>1</sup>.

A l'origine, ce projet fut conçu comme la poursuite du travail exploratoire sur la politisation des discussions réalisé par Sophie Duchesne et Florence Haegel à partir de quelques focus groupes portant sur la délinquance<sup>2</sup>. Dans un contexte marqué par la désaffection croissante des citoyens à l'égard des formes institutionnelles du politique, comprendre comment leurs conversations deviennent politiques constitue une façon originale de réfléchir sur le potentiel de repolitisation de ces sociétés. Mais la décision fut prise d'une part de procéder à une enquête comparative, et donc de réaliser les entretiens collectifs dans plusieurs pays, et d'autre part, d'organiser les discussions sur l'Europe, un thème qui engage des formes et des degrés très différents de politisation dans les trois pays considérés<sup>3</sup>.

L'objectif de la recherche est donc double. Il s'agit d'une part de construire un modèle général de la politisation individuelle qui combine trois processus idéal-typiques de la place du politique en démocratie : la conflictualisation, la délibération et la compétition, tout en faisant apparaître les différences sociales et nationales en matière de culture politique et donc de nature des formes légitimes de politisation<sup>4</sup>.

Mais il s'agit également d'analyser en profondeur la diversité des rapports à l'intégration européenne que manifestent les participants lorsqu'ils parlent d'Europe. Conformément à ce que les nombreux travaux quantitatifs ont montré<sup>5</sup>, à savoir l'importance des clivages sociaux et des différences nationales dans le degré d'adhésion au projet

---

<sup>1</sup> L'équipe de recherche, coordonnée par Sophie Duchesne (CEVIPOF), se compose actuellement de Florence Haegel (CEVIPOF), Guillaume Garcia (Centre d'Etudes Européennes de Sciences-Po), Elizabeth Frazer (New College, Oxford University), André-Paul Frogner (Université catholique de Louvain) et Virginie Van Ingelgom (F.R.S.- FNRS, Université catholique de Louvain). Signalons que cette recherche s'appuie sur un groupe de recherche européen établi entre le CNRS, Sciences Po Paris et l'Université d'Oxford et a obtenu le soutien financier de programmes et d'institutions divers (ACI internationalisation des sciences sociales, Aspirant F.R.S.-FNRS, Grant du *Leverhulme Trust*, de *Nuffield College*, contribution du Centre d'Etudes Européennes de Sciences-Po).

<sup>2</sup> Duchesne, S. & Haegel, F. (2004), « *La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation* », *Revue française de Science Politique*, décembre, p. 877-909 ; Duchesne, S. & Haegel, F. (2007), « *Avoiding or Accepting Conflict in Public Talk* », *British Journal of Political Science*, vol. 37/1, p. 1-22.

<sup>3</sup> Ce choix permettait également d'inscrire cette recherche dans la continuité des analyses menées conjointement par A.-P. Frogner et S. Duchesne sur l'identité européenne.

<sup>4</sup> Pour une présentation de ces hypothèses, cf. intervention de S. Duchesne & F. Haegel à l'atelier AFSP « Regards croisés sur la politisation des individus, ici et là-bas, hier et aujourd'hui », Toulouse, sept. 07 <http://www.congres-afsp.fr/> (texte en ligne sur le programme de l'atelier).

<sup>5</sup> Pour une synthèse récente, voir: Grunberg, G. & Cautrès, B. (2007), « Position sociale, identité nationale et attitudes à l'égard de l'Europe. La construction européenne souffre-t-elle d'un biais élitiste ? », in Costa, O. & Magonette, P., *Une Europe des élites ? Réflexions sur la fracture démocratique de l'Union européenne*, Editions de l'Université de Bruxelles.

européen, les focus groups ont été construits de manière à comparer les discussions sur ces deux critères. Huit focus groupes ont été réalisés dans chacun des trois pays (plus précisément à Paris, Bruxelles et Oxford). Ces trois pays ont été choisis, outre les raisons pratiques<sup>6</sup>, pour la diversité de leur position au sein de l'Union européenne : la Belgique, petit pays du cœur même de l'Union dont les élites politiques ont toujours été totalement acquises à son développement ; la France, pilier de la construction européenne, tiraillé par son désir de souveraineté ; la Grande-Bretagne, avec sa position en marge du continent et son entrée plus tardive

Chaque groupe comportait entre 4 et 8 participants. Ces participants (rémunérés) ont été choisis après avoir répondu à un premier questionnaire, de manière à maximiser l'homogénéité sociale du groupe (deux groupes ont été organisés pour chaque catégorie sociale populaire / intermédiaire / supérieure) et son hétérogénéité politique (mesurée non seulement grâce à une échelle politique gauche-droite et des déclarations de vote, mais aussi grâce à une série de questions d'opinions portant notamment sur l'intégration européenne). Deux groupes de militants ou permanents de partis dans chaque pays viennent compléter l'échantillon. Ils sont destinés à la fois à mieux reconstituer les positions idéologiques présentes sous forme souvent implicite dans les groupes de citoyens non-engagés, mais aussi à mesurer les éventuels décalages (en fait les décalages avérés) dans le rapport à l'Europe générés par l'implication politique. L'animation, adaptée d'une méthodologie utilisée dans la consultance et la gestion des organisations, procède de la transcription et de l'affichage au fur et à mesure de la discussion ; la discussion est également structurée par un scénario (comportant cinq grandes questions<sup>7</sup>) permettant d'influer sur la dynamique des échanges.

La réalisation des focus groups dans les trois pays nous a fait rencontrer nombre de difficultés pratiques inhérentes à la recherche qualitative comparée : construire un scénario de discussion ayant du sens et supposant le même niveau d'intérêt politique dans les trois pays n'a pas été le plus difficile. Harmoniser les modes de recrutement, de rémunération, l'organisation des formes de sociabilité qui encadrent des discussions collectives dans des environnements universitaires et nationaux distincts s'est révélé beaucoup plus complexe. Par ailleurs, construire de catégories socioéconomiques équivalentes et garantir la comparabilité des corpus sur lesquels se fonde l'analyse ont constitué deux autres écueils rencontrés par cette recherche<sup>8</sup>.

Le projet vise donc à mieux comprendre les processus à l'œuvre derrière ces différences sociales et nationales persistantes : des niveaux d'information, de familiarité et de compréhension très variables du système politique européen bien sûr, mais aussi des capacités et des modalités profondément différentes dans la façon d'appréhender le changement et l'identification avec un système politique éloigné. Les différentes facettes du rapport à

---

<sup>6</sup> Comme dans tout projet de recherche comparé, nous avons pour partie été tributaires de nos réseaux professionnels ; il nous importait également de réaliser les groupes dans les deux langues maîtrisées par l'ensemble des membres de l'équipe de recherche, le français et l'anglais, dès lors que nous avons choisi de refuser la spécialisation nationale ou technique, et que chacun participe à l'ensemble du dispositif d'enquête et travaille sur l'ensemble des groupes .

<sup>7</sup> Chaque séance dure trois heures environ, la pause est une collation qui favorise le processus d'interconnaissance des participants. Les questions sont les suivantes :

- Etre européen, qu'est-ce que ça veut dire ?
- Comment répartir le pouvoir en Europe ? (Nations, élus, experts, marché)

Pause

- A qui profite l'Europe ?
- Pour ou contre l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne ?
- Qui par mi les partis politiques est favorable ou non à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ? (suit une liste de partis politiques)

<sup>8</sup> Guillaume Garcia et Virginie Van Ingelgom travaillent à deux articles qui feront le point sur les problèmes de recrutement et de mise en œuvre d'une recherche qualitative comparée.

l'Europe sont abordées : identité, légitimité, intérêt (au double sens de porter intérêt et d'y trouver intérêt), ouverture/fermeture, idéologie. L'objectif est une analyse *comprehensive* mettant en évidence des façons variables – nationalement, socialement et politiquement – d'intégrer ou non la réalité européenne dans les systèmes de compréhension du monde. Cette recherche, qui met l'accent sur les effets de distance et d'incompréhension des changements en cours, s'inscrit donc dans le champ des études sociologiques qui, depuis quelques années, cherchent à compléter par une perspective ascendante les approches classiques « top down » qui ont majoritairement dominé le champ des études européennes jusqu'ici<sup>9</sup>.

A la simple écoute des discussions, avant même de démarrer l'analyse, nous savons que le dispositif remplira ses promesses. La nature et le contenu des discussions diffèrent de façon visible suivant la composition sociale et politique du groupe. Plus les origines sociales sont modestes, plus le rapport à l'Europe est distant, hésitant. Les participants les moins diplômés s'efforcent sporadiquement pour « coller » au sujet qui leur est proposé – l'Europe – mais les discussions sortent le plus souvent du cadre imposé et permettent d'observer les éléments à partir desquels ils parviennent à raccrocher ce qui les intéresse au thème européen. La question sur la répartition du pouvoir en Europe permet également de mesurer l'ampleur des méconnaissances et incompréhensions qui caractérisent le rapport des participants au système politique européen et la façon dont celui-ci est filtré par la compréhension qu'ils ont du leur.

Les différences nationales sont tout aussi frappantes. De façon schématique, on voit, malgré les différences sociales, se déployer trois positions radicalement différentes à l'égard de l'Union européenne. Le cas britannique marque une évidente extériorité à l'Europe : l'Europe est méconnue; la question de la définition de soi comme européen est prise au sérieux d'une manière qui témoigne du caractère problématique de l'identification : dans tous les cas, l'Europe ne se réduit aucunement à l'UE. Cette extériorité se double d'un sentiment d'improductivité de l'Europe : l'Europe est inutile (on n'a pas besoin de l'Europe pour s'ouvrir aux autres), voire contre-productive (une entrave à la compétition économique) et son système politique, évalué à l'aune de la légitimité du système Westminster, semble bien peu légitime. Le cas belge contraste radicalement avec le cas britannique dans la mesure où il dénote une forme d'incorporation et de conformisme européen. Les Belges connaissent les institutions européens (ils les ont apprises à l'école) ; elles leur sont familières (ils pensent l'Europe en analogie avec le système politique belge) ; ils adhèrent à l'idéal européen et au projet politique (l'Europe comme puissance, comme sublimation de la relative impuissance belge). Mais cette incorporation n'est pas exempte d'une forme de schizophrénie : les questions sur le caractère démocratique du système européen sont fréquentes. L'intégration est considérée comme profitant essentiellement aux élites et c'est la foi dans les bienfaits futurs de l'Union qui permet aux participants belges de s'en faire les champions. Le cas français met en œuvre un mécanisme de projection. Le système européen est flou et joue le rôle d'écran de projection de la scène française principalement alimentée par la défiance politique et la critique du libéralisme économique. Autant il existe des interrogations sur l'identification nationale – d'ailleurs fort différentes - dans les cas britanniques et belges, autant la question de la nation est un impensé dans le cas français, et cet impensé rend possible la projection des participants dans une Union imaginée comme une France élargie.

Par delà des différences extrêmes entre les groupes dans leur façons de parler d'Europe, l'ensemble des discussions semble structuré par les même deux clivages : le clivage libéralisme économique et valeur du travail *versus* modèle social et encadrement de l'économie d'une part ; et le clivage valorisation de la diversité culturelle et de la mobilité

---

<sup>9</sup> Pour un état des lieux voir notamment : Guiraudon, V. (2006), « *The EU through European's Eyes: Political Sociology and EU Studies* », *EUSA Review*, vol. 19 No. 1, Winter 2006, p. 1-7 ; Favell, A. (2005), « *Europe's Identity Problem* », *West European Politics*, vol. 28 No. 5, November 2005, p. 1109-1116.

*versus* défense de la particularité culturelle. C'est essentiellement en fonction de leur position sur ces deux clivages que les participants aux groupes construisent leurs réponses aux questions posées et ce faisant, évaluent l'Europe. C'est aussi en fonction d'elles que les alliances entre participants se font et se défont au fil de la discussion. A la première écoute, il nous semble que la question de l'Europe est bien porteuse et révélatrice des tensions que génère la difficile superposition de ces deux clivages. Autrement dit, il nous semble que, malgré les transformations en cours, la constitution d'un clivage proprement européen est loin d'être achevée. Même dans le cas français, où on croit l'opinion très divisée, comme l'auraient montré les deux derniers référendums, le fait d'être favorable ou non l'intégration ne structure jamais les débats, sinon dans les groupes de militants. Et les souvenirs de la mobilisation observés lors de la campagne référendaire ne sont jamais évoqués.

Mais ces premiers éléments ne sont pas des résultats, seulement des constats. Les 24 entretiens collectifs réalisés sont maintenant transcrits et l'analyse proprement dite vient juste de commencer, laquelle combinera, en deux étapes, différentes techniques : une analyse structurelle qui met l'accent sur la spécificité de chaque groupe et débouchera sur une analyse quali-quantitative comparée (méthode QCA) ; et une analyse par codification, notamment thématique, à l'aide d'un logiciel d'aide à l'analyse qualitative (Atlas.ti). La première analyse donnera lieu à des publications collectives centrées sur les attitudes à l'égard de l'Europe. La seconde au contraire donnera lieu à des contributions individuelles ou co-signées sur des sujets propres à chacun et rassemblées dans un ouvrage collectif : cultures politiques (S.Duchesne, E.Frazer & F.Haegel), légitimité européenne (V.Van Ingelgom & A.-P.Frogner), influence des médias sur la structuration des attitudes à l'égard de l'intégration (G.Garcia), compétence politique (F.Haegel), identité nationale et Europe (S.Duchesne). Pour suivre l'avancée de la recherche et les publications, on peut se reporter au site en construction : <http://erg.politics.ox.ac.uk/projects.asp>.

Novembre 2007

Sophie Duchesne (Cevipof – CNRS/Sciences-Po), [sophie.duchesne@sciences-po.fr](mailto:sophie.duchesne@sciences-po.fr)

Virginie Van Ingelgom (F.R.S.-FNRS – Université Catholique de Louvain) [vanningelgom@spri.ucl.ac.be](mailto:vanningelgom@spri.ucl.ac.be)